

Suivi quotidien Covid-19 : situation au 19 mars 2020

Suite aux annonces du Ministre de l'Economie et des Finances, le 21 février, le Service économique régional de Pékin réalise un point quotidien à destination des entreprises et de la communauté d'affaires française sur la crise sanitaire liée au virus Covid-19, ainsi que sur l'impact de cette dernière sur l'activité économique et le secteur des transports en Chine.

Situation sanitaire

Nombre de cas (Chine continentale)

	16 mars	17 mars	18 mars	19 mars
Cas confirmés	80 881	80 894	80 928	80 967 (+39)
Cas possibles	128	119	105	104
Décès (dont Hubei)	3 226 (3 111)	3 237	3 245	3 248 (3 132) (+3)
Guérisons	68 679	69 601	70 420	71 150

Principales actualités en matière sanitaire

Pour le deuxième jour consécutif, le 19 mars 2020, le Hubei n'a enregistré aucun nouveau cas de personne atteinte du COVID-19. L'ensemble des 39 nouveaux cas enregistrés en Chine continentale sont des cas « importés ».

Premiers déroutements de vols internationaux à destination de Pékin. Comme annoncé en début de semaine, les autorités chinoises ont confirmé le 19 mars leur intention de détourner certains vols en provenance de Moscou, Toronto, Tokyo et Paris entre le 20 et le 22 mars à destination de l'aéroport de Pékin-International (PEK) vers des aéroports secondaires (Hohhot, Tianjin, Shijiazhuang). Ainsi, le vol CA934 Paris-Pékin du 22 mars fera une escale préalable à Tianjin. Les passagers de ces vols seront soumis à des contrôles médicaux sur place. Les passagers ne présentant aucun symptôme au COVID-19 seront autorisés à poursuivre leur route vers Pékin où ils devront observer une quarantaine de 14 jours dans des sites désignés. D'autres annonces de déroutement pourraient intervenir dans les prochains jours.

Le port chinois de Fuzhou impose une quarantaine pour tous les bateaux en provenance de neuf pays (Japon, Corée, Iran, France, Allemagne, Espagne, Italie, Etats-Unis, Singapour). Les cargos seront autorisés à rentrer dans le port 14 jours après le départ de leur pays d'origine (cette mesure nuirait donc en premier lieu aux pays asiatiques dont les cargos mettent environ une semaine pour arriver en Chine). Cette annonce fait craindre que des mesures similaires soient appliquées dans les autres ports de Chine. Fuzhou est le 47^e port mondial en termes de trafic. ([Bloomberg](#))

Le niveau de pollution des villes chinoises aurait connu une réduction de 40 % (niveau d'oxyde d'azote, gaz émis par la circulation automobile, les centrales énergétiques et les usines) entre début janvier et fin février selon les observations de l'Agence spatiale européenne.

Situation économique

Les variations indiquées dans les tableaux ci-dessous sont exprimées en glissement annuel. Des analyses plus approfondies - et notamment sectorielles - sont par ailleurs disponibles dans les brèves hebdomadaires du SER de Pékin. Tout lecteur intéressé peut s'y abonner en en formulant la demande [par email](#).

Mobilisation de la main-d'œuvre chinoise

	13 mars	16 mars	17 mars	18 mars	19 mars
Voyageurs des transports collectifs interurbains (fer, routes, voies d'eau et air)	16 539 900 (-65 %)	17 196 900 (-63 %)	17 027 000 (-64%)	17 132 000 (-63 %)	17 156 500 (-62 %)
Entrée de travailleurs migrants dans les métropoles (Baidu Migration Index)					
à Pékin	2,18 (-77 %)	3,34 (-62 %)	2,50 (-72 %)	2,30 (-78 %)	2,49 (-79 %)
à Shanghai	3,42 (-54 %)	4,89 (-28 %)	3,91 (-45 %)	3,72 (-56 %)	3,91 (-59 %)
à Canton	5,73 (-31 %)	7,90 (-4 %)	5,92 (-36 %)	5,60 (-45 %)	5,70 (-44 %)
à Shenzhen	4,54 (-26 %)	6,89 (+11 %)	4,88 (-31 %)	4,85 (-43 %)	4,94 (-40 %)

NB : le *Baidu Migration Index* reflète les flux de personnes entrant dans les principales agglomérations du pays. Cet indicateur prend en compte les modes de transport routier (saturation du trafic), ferroviaire et aéroportuaire (fréquentation des gares et aéroports). Il est estimé grâce aux bases de données des utilisateurs de ces plateformes.

Indicateurs de mobilité urbaine

Indicateur	13 mars	16 mars	17 mars	18 mars	19 mars
Fréquentation du métro à Pékin (passagers journaliers)	1 920 000 (-82 %)	2 215 000 (-78 %)	2 187 000 (-79 %)	2 181 000 (-79 %)	2 199 000 (-78 %)
Fréquentation du métro à Shanghai	4 885 000 (-62 %)	5 662 000 (-53 %)	5 634 000 (-55 %)	5 720 000 (-52 %)	5 733 000 (-52 %)

NB : ces indicateurs sont issus du Ministère chinois des transports, de Beijing Subway (16 lignes), du métro de Shanghai.

Autres indicateurs de reprise de l'activité

Indicateur	15 mars	16 mars	17 mars	18 mars	19 mars
Consommation de charbon par six grands groupes de production électrique (1000 t.)	522,5 (-22%)	541,7 (-22%)	518,2 (-22%)	546,6 (-22%)	550,3 (-22%)
Ventes immobilières dans 32 grandes villes (1000 m ²)	254,2 (-53%)	296,4 (-52%)	337,9 (-54%)	315,2 (-54%)	Non dispo.

NB : ces données sont issues de la base de données *Wind*. Les six groupes de production électrique sont : Zhejiang Electric Group, Shangdian Power, Yudean Group, China Guodian Corp., China Datang et China Huaneng. Les 32 villes sont : Pékin, Shanghai, Tianjin, Canton, Shenzhen, Hangzhou, Nankin, Qingdao, Suzhou, Jiangyin, Xiamen, Dalian, Wuhan, Nanchang, Foshan, Wuxi, Fuzhou, Dongguan, Huizhou, Baotou, Changchun, Yangzhou, Anqing, Yueyang, Shaoguan, Nanning, Chengdu, Changsha, Harbin, Kunming, Shijiazhuang, Lanzhou. On compare la moyenne glissante sur sept jours avec la période correspondante en 2019 (glissement annuel).

Principales actualités économiques

Selon [Trivium](#), l'économie chinoise fonctionnerait au 19 mars à 72,6 % de ses capacités normales (contre 71,5 % au 18 mars). Les grandes entreprises seraient à 74,9 % de

Indice d'activité	13-mars	16-mars	19-mars
Total	66,3 %	69,5 %	72,6 %
Grandes entreprises	74,2 %	74,6 %	74,9 %
PME	61,0 %	66,0 %	71,0 %

leurs capacités (74,8 % le 18 mars) et les PME, à 71,0 % (69,4 % le 18 mars). Les entreprises industrielles fonctionneraient à 75 % de leur niveau normal, à comparer à 21% il y a un mois. Dans le Guangdong toutes les entreprises dont les revenus annuels sont supérieurs à 20 M CNY (2,8 M USD) auraient au moins repris leurs opérations.

Selon [Reuters](#), la Chine préparerait un plan de relance de 2 800 Mds CNY (394 Mds USD) pour soutenir l'investissement dans les infrastructures et accélérer le déploiement de la 5G. Le déficit public se creuserait à 3,5 % en 2020 (après 2,8 % en 2019). Pékin pourrait par ailleurs revoir son objectif de croissance annuelle de 6 % à 5 % en 2020, en contraste avec la prévision de Goldman Sachs qui a déjà été largement revue à la baisse à 3 % ou celle d'Oxford Economics de 1 % seulement. Il est également probable que cette enveloppe élevée serait étalée sur plusieurs exercices. [A contrario, Bloomberg s'interroge sur l'ampleur du plan de relance susceptible d'être mis en œuvre par les autorités chinoises](#). Malgré la forte contraction du PIB chinois prévue pour le T1 2020 (-11 % g.a. selon Bloomberg Economics), l'agence financière semble réservée quant à la perspective de voir les autorités chinoises lancer un programme d'envergure destiné à soutenir l'économie. Les réserves de celles-ci s'expliqueraient par un endettement global déjà très élevé (près de 3 fois le PIB), imputable aux mesures de relance adoptées depuis 2008 et par la volonté de préserver la stabilité du taux de change du RMB – *id est*, le niveau des réserves de change.

[Le Conseil des Affaires d'Etat assouplit les règles foncières pour accélérer l'urbanisation](#). Toutes les provinces seront désormais autorisées à utiliser des terres cultivables (hors terrains classifiés *permanent arable land*) pour des projets de développement urbain, sans avoir préalablement obtenu l'accord du gouvernement central. 20 provinces auraient déjà publié les détails de projets pour une valeur de 1 Md USD en 2020. ([SCMP](#))

[Le site chinois de voyages en ligne Trip.com \(3^e mondial\) prévoit une baisse de 50 % de ses revenus au premier trimestre](#). En 2020, le cours de l'action de Trip.com a perdu 36 %, une chute néanmoins moins importante que ses concurrents américains Expedia (-58 %) et Tripadvisor (-52 %). L'institution de recherche China Tourism Academy prévoit pour l'ensemble de l'année 2020 une baisse de 21 % des revenus de tourisme de la Chine à 168 Md\$. ([Wall Street Journal](#))

[Retours dans les métropoles chinoises encore en cours](#). Les retours au domicile ne sont pas encore résorbés. Pour la seule ville de Pékin, une estimation en fin de semaine dernière évalue qu'un million d'habitants n'étaient pas encore revenus et 800 000 personnes seraient déjà rentrées mais encore en quarantaine. Les entreprises mobilisent bus et trains pour faciliter ces retours. Certains travailleurs peuvent être exemptés de quarantaine à leur retour s'ils ne présentaient pas de symptômes lors des quatorze derniers jours.

[Report de la deuxième conférence des Nations unies sur les transports durables](#). La conférence, initialement prévue du 5 au 7 mai à Pékin, a été reportée à une date restant à préciser. Cette conférence doit permettre de progresser dans l'atteinte des objectifs de développement durable de l'agenda 2030.

Taux de reprise dans dix des principales villes de Chine

Ville	% du PIB national (2018)	Taux de reprise au 3 mars	Taux de reprise au 17 mars
Shanghai	3,6%	45 %	70 % (+25)
Chengdu	1,7%	46 %	69 % (+23)
Shenzhen	2,7%	43 %	68 % (+25)
Canton	2,5%	40 %	67 % (+27)
Chongqing	2,3%	43 %	65 % (+22)
Tianjin	2,1%	38 %	65 % (+27)
Xi'an	0,9%	36 %	63 % (+27)
Pékin	3,4%	37 %	58 % (+21)
Zhengzhou	1,1%	31 %	58 % (+27)
Wuhan	1,6%	13 %	21 % (+8)

Taux de reprise de l'activité économique dans les 12 principales provinces de Chine

Province	% du PIB national (2019)	Taux de reprise au 3 mars	Taux de reprise au 17 mars
Shandong	7,70%	60 %	73 % (+13)
Sichuan	4,10%	61 %	73 % (+12)
Guangdong	9,80%	60 %	72 % (+12)
Jiangsu	9,30%	59 %	72 % (+13)
Zhejiang	5,70%	57 %	72 % (+15)
Fujian	3,50%	62 %	72 % (+10)
Hunan	3,70%	61 %	71 % (+10)
Shanghai	3,30%	57 %	70 % (+13)
Hebei	3,60%	56 %	69 % (+15)
Henan	4,80%	52 %	67 % (+15)
Pékin	3,10%	49 %	58 % (+9)
Hubei	4%	29 %	38 % (+9)

NB : les données sont issues de Baidu Huiyan, et estiment le taux de reprise par rapport au niveau d'activité au mois de décembre 2019. Ces taux – qui restent indicatifs – sont sensiblement inférieurs à ceux communiqués par les autorités des différentes circonscriptions concernées. En bleu : les provinces et villes les plus prospères (PIB) du pays.

Situation dans les transports

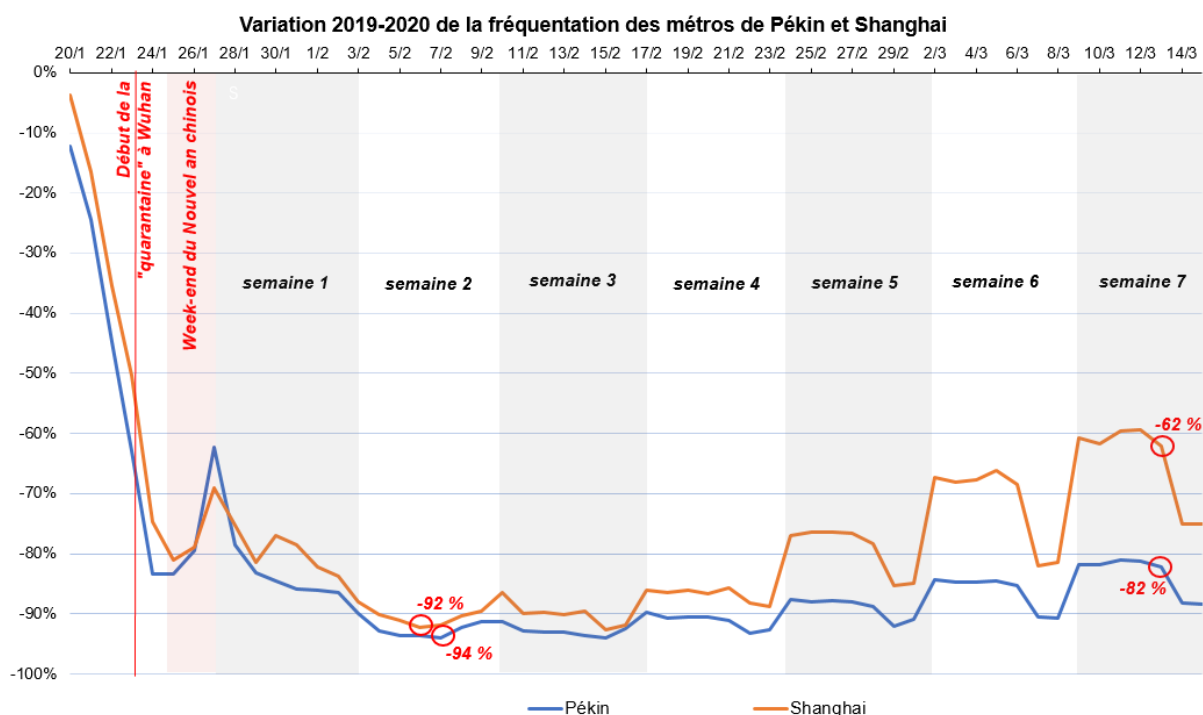
Transport aérien : suite à l'allocation du 16 mars du Président de la République : « *Les frontières à l'entrée de l'Union européenne et de l'espace Schengen seront fermées dès mardi 17 mars midi pour 30 jours. Concrètement, tous les voyages entre les pays non européens et l'Union européenne seront suspendus pendant 30 jours. (...) les Français qui ont leur résidence habituelle en dehors de l'espace européen et qui le peuvent sont invités, pour raisons sanitaires, à éviter autant que possible les déplacements internationaux et à limiter leurs mouvements dans les 30 jours à venir* » (voir le [communiqué](#) du ministre de l'Europe et des affaires étrangères). L'ensemble des citoyens non-européens ne pourront plus rentrer dans l'Espace Schengen, hormis ceux du Royaume-Uni, d'Islande, de Norvège, de Suisse, du Liechtenstein et des territoires d'Outre-Mer ; les étrangers munis d'un titre de séjour français ou munis d'un titre de séjour européen regagnant leur domicile ; les personnes chargées du transport de marchandises ; les professionnels de santé mobilisés pour la lutte contre le Covid-19. Une circulaire précisant les conditions de mise en œuvre est en cours de publication. *Air France* a décidé de prolonger la suspension de toutes ses opérations vers la Chine jusqu'au 5 mai à minima. Les compagnies chinoises opérant des vols réguliers vers la France sont en train d'étudier des ajustements de leurs programmes. Pour l'heure, vols mixtes programmés pour la France la semaine prochaine : Paris-Pékin par *Air China* (4/7, un vol de moins par rapport à cette semaine), Paris-Shanghai par *China Eastern* (7/7) et Paris-Canton par *China Southern* (4/7). Le fret aérien est massivement impacté par la réduction du nombre de liaisons passagers entre la Chine et le reste du monde, principalement chargé en soute (opérations dites mixtes, 70% du fret aérien mondial). Les autorités du Hubei s'organisent pour la réouverture prochaine des aéroports de Wuhan et de la province, qui pourrait intervenir le 29 mars.

Transport maritime et fluvial : de nouvelles réductions de redevances portuaires ont été annoncées. Après la baisse de 20 % des taxes sur le fret maritime et pour la sécurité portuaire, il s'agit cette fois d'une exemption de la redevance de construction portuaire pour le fret exporté et importé et d'une baisse de moitié de la participation au fonds de compensation pour les dégâts liés au fioul. Ces deux nouvelles mesures s'appliquent, comme les précédentes, du 1er mars au 30 juin. L'activité des principaux ports chinois est globalement normale, même pour les réceptions de containers réfrigérés (*reefers*) dont la saturation est maintenant en grande partie résorbée. Des départs à vide sont encore à prévoir. Les ports fluviaux des principales villes ont une activité proche de la normale. Celui de Wuhan est encore fortement perturbé.

Transport ferroviaire : selon un communiqué de *China Railways* (1^{er} mars), le fret ferroviaire aurait augmenté de 4,5 % en février 2020 par rapport à février 2019 (310 millions de tonnes transportées en février 2020). Le fret ferroviaire par conteneur a bondi de près de 40 % par rapport à février 2019, pour atteindre plus de 26 millions de tonnes transportées. Cette augmentation s'expliquerait par le report modal depuis le fret routier (le fret ferroviaire étant moins touché par les mesures de restriction sanitaire) et par le fait que de nombreux trajets réservés longtemps à l'avance n'ont pas été annulés. La plupart des trains de marchandises restent complets jusqu'à courant avril. Des trains spéciaux de passagers sont affrétés pour faciliter le retour des travailleurs vers leurs lieux de travail. Le fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe a repris (à part pour la gare de Wuhan).

Transport routier : la plupart des trajets hors Hubei peuvent maintenant être assurés par les logisticiens, y compris pour les matières dangereuses. Plus de 80 % des chauffeurs sont maintenant disponibles. Le coût du fret routier reste sensiblement supérieur à la normale (de +20 % à +100 % selon les cas). Le fret routier reprend progressivement dans le Hubei hors Wuhan, plus rapidement pour le *Full Truck Load* (FTL) que pour le *Less than truckload* (LTL). Certains points souffrent maintenant de congestion, comme la frontière entre la Chine et le Vietnam, pouvant entraîner des allongements des temps de parcours.

Evolution de la fréquentation dans les métros de Pékin et Shanghai depuis sept semaines



Variation de fréquentation des métros de Pékin (16 lignes exploitées par *Beijing Subway*) et de Shanghai en 2020 par rapport à 2019 durant les sept semaines suivant le Nouvel an chinois (27 janvier - 15 mars 2020). Dans les deux villes, la reprise du trafic reste (1) très faible ; (2) plus limitée les week-ends que les jours ouvrables ; et (3) sensiblement plus lente à Pékin qu'à Shanghai. Ainsi, le 13 mars 2020, la baisse était encore de 82 % à Pékin par rapport à 2019 (1 920 000 passagers contre 10 758 600 le 22 mars 2019) et de 62 % à Shanghai (4 885 000 contre 12 800 000 en 2019).

NB : la veille sur le transport aérien annexée à cette note est réalisée conjointement par le SER de Pékin et le Service de Presse de l'Ambassade de France en Chine à partir d'informations disponibles sur l'offre des compagnies aériennes et sur les politiques d'accueil des autorités des différents pays à l'égard des personnes en provenance de Chine continentale (sources : IATA : et CTrip). Le suivi des programmes de vols réguliers mixtes (passagers et fret embarqué) et tout-cargo des compagnies aériennes étrangères et chinoises est complété par un retraitement des informations de la Civil Aviation Administration of China (CAAC). Les informations sur le transport routier, ferroviaire et maritime sont issues, entre autres, des veilles mises en place par Geodis et CEVA Logistics (CMA CGM) et Bolloré Logistics.

ANNEXE - Mesures de soutien annoncées par les autorités

Des politiques fiscales et financières pour soutenir la prévention et le contrôle de l'épidémie

Des dispositions spéciales, temporaires, ont été accordées en priorité aux entreprises qui participent à la prévention de l'épidémie. Ces mesures ont notamment été prises pour augmenter la production et assurer le transport du matériel médical, l'approvisionnement et la fluidité du fret. Elles visent aussi à assurer des prix relativement stables pour les produits de première nécessité (énergie et de consommation). Elles visent également à aider les entreprises à reprendre leurs activités et la production.

- La PBoC devrait accorder **300 Mds CNY de crédits spéciaux** (maturité d'un an et taux inférieur de 250 pdb au *Loan Prime Rate*, dans le cadre du programme *refinancing*) aux banques pour les encourager à prêter à un taux d'intérêt avantageux aux **entreprises « stratégiques »** (production, transport et vente de matériel médical essentiel et des produits de base du quotidien) et ainsi assurer à ces dernières un coût de financement inférieur à 1,6 % (*government will provide 50% interest subsidy to ensure actual corporate interest rate is below 1.6%*).
- **Création d'une « voie verte d'urgence »** afin d'accélérer les procédures pour les entreprises stratégiques, en particulier pour le financement d'opérations, le dédouanement ou l'acheminement de marchandises.
- **Exemption de TVA pour les entreprises qui produisent ou participent au transport de matériel médical ou liées au contrôle de l'épidémie et pour les entreprises participant au maintien de services publics essentiels** (services spéciaux, transports, livraisons de produits nécessaires)¹
- Exemption d'impôts sur le revenu pour les individus participant à l'effort d'endiguement de l'épidémie (personnel médical).
- **Soutien à la R&D sur les médicaments et les vaccins mais également dans les sciences, l'innovation et technologie** (notamment par le biais de subventions à l'échelle locale)
- Frais de fonctionnement remboursés (jusqu'à 80 % à Shanghai) pour les entreprises dont les opérations ont été réquisitionnées en urgence par le gouvernement local pour assurer une production en masse (équipements médicaux par exemple).
- La NDRC a encouragé les émissions obligataires des SMEs pour subvenir à leurs besoins de liquidité. La NDRC a également encouragé les émissions obligataires de projets liés à la prévention de l'épidémie, soulignant que les exigences en matière de rentabilité du projet seront abaissées.

Des baisses de coûts et accès sur le financement pour les entreprises les plus touchées par la crise, notamment des PME, pour éviter les problèmes de trésorerie

Des mesures de « sauvetage », budgétaires et monétaires, dont beaucoup sont temporaires, ont été annoncées pour éviter les mises en faillite des entreprises les plus durement touchées par la mise en place des mesures sanitaires strictes, notamment les PME et les industries des services (tourisme, hôtellerie...). L'endurance d'un certain nombre d'acteurs face à la situation actuelle est limitée dans un

¹ Régime préférentiel pour les produits/équipements médicaux importés. Mise en place d'une voie rapide de dédouanement pour ces produits importés avec un temps de dédouanement réduit. Des dispositions de paiements différés des taxes : jusqu'à 3 mois de délais. Une réduction de taxes (taxe foncière et taxe urbaine) peut être demandée. La période maximale de report des pertes de 2020 a été étendue de 5 à 8 ans.

contexte de baisse drastique des revenus et d'une hausse des coûts opérationnels. Les PME² peinent à payer les salaires et pour certaines sont d'ores et déjà en situation critique.

Les PME avaient davantage pâti des mesures de restrictions à l'égard du *shadow banking*, faute de soutien des banques publiques, et des tensions commerciales. Elles souffrent également de l'absence durable de *level playing field* avec les SOEs. Malgré les mesures de soutien annoncées, les banques demeurent réticentes à augmenter significativement leurs risques. Il est peu probable qu'un assouplissement monétaire ait un impact important sur les PME (à l'instar des mesures monétaires mises en place depuis 2018 pour soutenir le secteur privé/les PME) alors qu'elles portent la plus grande partie de la croissance, de la productivité et des emplois. En outre, une baisse des coûts de financement ne permet pas de répondre aux problèmes liés aux baisses de ventes et à la suspension des activités.

- **Exemptions pour les micro, petites et moyennes entreprises de payer leurs cotisations aux trois types d'assurance sociale** (*employers' contributions to the old-age pension, unemployment and workplace safety insurance plans*) pour une période de 5 mois. Pour les grandes entreprises et « autres entités » (à l'exception des institutions publiques et des organismes gouvernementaux), les contributions peuvent être réduites de moitié pour une période de 3 mois. La province du Hubei peut exempter tout type d'entreprise (sauf les organismes gouvernementaux et institutions publiques) du paiement de ces cotisations pour une période de 5 mois. Les entreprises en « grande difficulté » à cause de l'épidémie peuvent différer le paiement de leurs cotisations (jusqu'à 6 mois).
- Réduction de moitié des cotisations à l'assurance maladie pendant 5 mois.
- Report des cotisations au fonds de logement (*housing provident fund*) jusqu'au 30 juin.
- **Les propriétaires seront encouragés à abaisser les loyers** pour les commerçants individuels (*individual business*) en tirant profit de l'exemption de la taxe sur l'utilisation des terrains (*land use tax*) et autres politiques de soutien.
- Les institutions financières sont encouragées à **différer le remboursement du principal des prêts des micro, petites et moyennes entreprises**. En outre, les **versements des intérêts pourront être différés jusqu'au 30 juin, sans pénalités**. Cette politique s'appliquera à tous les types d'entreprises dans le Hubei.
- **Les quotas des programmes de re-lending et de re-discount** (la PBoC accorde des liquidités bon marché aux banques qui utilisent ces dernières pour prêter à des entreprises désignées) seront augmentés de **500 Mds CNY** (100 Mds CNY de *refinancing* pour les agriculteurs, 300 Mds CNY de *refinancing* pour les PME et 100 Mds CNY de *rediscount* pour les agriculteurs). Le coût moyen de ce financement est annoncé à 1,28 % (le Conseil des Affaires d'Etat avait demandé à ce que le coût moyen de financement par ce canal soit inférieur à 1,6 % début février, au lancement du programme). En outre, le taux de refinancement (*re-lending rate*) ciblant les zones agricoles sera abaissé de 25 pdb à 2,5 %³.
- Les grandes banques commerciales d'Etat sont encouragées à augmenter leurs prêts à destination des micros et petites entreprises (les prêts inclusifs seront augmentés d'au moins 30 % par rapport à l'année dernière). En outre les *policy banks* augmenteront le quota de *special credit* à des taux d'intérêt préférentiels pour les micro, petites et moyennes entreprises de 350 Mds CNY.

² D'après un sondage réalisé sur 995 PME par les universités Tsinghua et Beida, 34 % des PME estiment pouvoir survivre un mois sans activité et 33 % estiment pouvoir tenir 2 mois au maximum. Le site de recrutement Zhaopin a déclaré cette semaine qu'environ 10% des entreprises interrogées étaient "on the verge of death", avec environ 30% d'entre elles prévoyant des suppressions d'emplois et 30% disant qu'elles ne pouvaient pas payer leurs employés à temps.

³ Les banques « locales » (*urban, rural commercial banks* et les *rural credit cooperatives*) qui émettent des prêts inclusifs à destination des micro et petites entreprises à des taux qui ne sont pas supérieurs de plus de 50 pdb par rapport au *Loan Prime Rate* (LPR) pourront recevoir des fonds de refinancement (*re-lending funds*, toujours dans le cadre de ce programme) dont le montant égalera les montants prêtés.

- **Le taux du *Loan Prime Rate (LPR)* à un an a été abaissé de 10 pdb à 4,05%** (4^e réduction depuis la réforme du LPR le 16 août 2019) et celui à 5 ans de 5 pdb à 4,75 % (2^e réduction depuis la réforme du LPR).
- Report de la date de déclaration des impôts pour les entreprises du 13 mars au 23 mars. Les entreprises qui connaissent des difficultés dans les zones particulièrement touchées par l'épidémie auront la possibilité de demander un nouveau report auprès des différents bureaux des impôts locaux.
- Les charges d'électricité et d'eau sont réduites.

Un accent mis sur la nécessité d'assurer un niveau de liquidité suffisant

[Les mesures annoncées à tous les niveaux recommandent aux institutions financières d'améliorer leurs services de prêt et de crédit en baissant les taux d'intérêt, en allongeant les délais et en rendant plus flexibles leurs conditions de contrat, en particulier pour les entreprises les plus touchées par l'épidémie et les PME.](#) Mi-mars, le directeur du département de la politique monétaire a réaffirmé que davantage de mesures seront mises en œuvre pour baisser les coûts de financement des secteurs non financiers, même si cela implique de « sacrifier une part des profits des banques », qui devront également faire face à une hausse drastique des NPLs. Dans ce contexte, la PBOC devrait « maintenir un niveau de liquidité suffisamment abondant pour permettre aux banques de réduire leurs coûts de financement ». Elle a d'ores et déjà procédé à d'importantes injections de liquidité. Ces apports de liquidité ont permis de lisser les tensions sur les marchés financiers et, entre autres, de faciliter la poursuite des émissions de titres obligataires, notamment par les autorités publiques.

- Une panoplie d'instruments monétaires devrait être utilisée pour assurer un niveau adéquat et abondant de liquidité (*keep liquidity ample and appropriate*) et assurer une croissance raisonnable de la création monétaire et du crédit : opérations d'*open-market*, *standing lending facility*, *central bank lending* et *central bank discount*.
- **La PBoC a affirmé qu'elle augmenterait le seuil de tolérance relatif au niveau des créances douteuses**
- Le 3 février, la PBoC a injecté au total 1 200 Mds CNY (171 Mds USD) de liquidité par le biais de *7-days reverse repo operations* (900 Mds CNY, à 2,40 %) et de *14-days reverse repo operation* (300 Mds CNY, à 2,55%), en abaissant de 10 pdb les deux taux respectifs. 1 050 Mds CNY arrivaient à l'échéance le même jour, l'injection de liquidité nette était ainsi de 150 Mds CNY.
- Le 4 février, la PBoC a injecté 500 Mds CNY de liquidité via des *7-days reverse repo operations* (380 Mds CNY, à 2,40%) et *14-days reverse repo operations* (120 Mds CNY, à 2,55 %).
- La PBoC a annoncé le 17 février qu'elle prêtera 200 Mds CNY via la facilité de prêt à moyen terme (MLF) en réduisant le taux d'intérêt de 10 pdb à 3,15 % et 100 Mds CNY via une *7-days reverse repo operation*.
- **Baisse ciblée des réserves obligatoires (RO)**, lesquelles demeurent élevées en Chine et dont le pilotage permet de réduire le coût de l'intermédiation financière. En particulier, une baisse ciblée de 50 à 100 pdb des RO pour les banques ayant rempli les objectifs assignés par la PBoC en matière de finance inclusive. En outre, a été également décidée une baisse de 100 points de base des RO pesant sur les Joint-Stock Banks, de manière également à réduire leur coût de refinancement, dans la mesure où elles allouent 18 % des crédits aux PME, alors que leur assujettissement aux RO est comparativement plus élevé que celui des autres banques.

Une priorité accordée à l'emploi

Particulièrement préoccupé par la montée du chômage, le gouvernement fait de l'emploi, déterminant de la stabilité sociale, sa priorité absolue. Le taux de chômage par enquête a nettement augmenté pour atteindre 6,2 % en février et les sous-indices emploi du PMI reflètent une détérioration de la situation de l'emploi en Chine. Dès 2018, face aux pressions baissières les autorités avaient signalé que « la politique de priorité à l'emploi constitue l'une des principales politiques macroéconomiques ». Elles avaient déjà mis en place des déductions fiscales pour les entreprises embauchant des personnes au chômage et mis l'accent sur l'éducation et des nouveaux projets de formation. Depuis le début de la crise liée à l'épidémie elles encouragent fortement les entreprises à éviter le licenciement et lancent des plateformes de recrutement. L'accent est particulièrement mis sur les travailleurs migrants et les jeunes diplômés.

- « Les entreprises clés » sont encouragées à **recruter des « travailleurs migrants pauvres »** (*impoverished migrant workers*) et elles pourraient recevoir des subventions forfaitaires en cas d'offres d'emplois.
- Les mesures sont souvent déclinées au niveau local par le biais de subventions.

Des velléités de soutenir la demande

A l'instar de ce qui a été observé en 2003, un rebond de la demande est attendu une fois les mesures sanitaires levées. Les baisses de salaires et les licenciements pourraient néanmoins peser sur la consommation. La dégradation de la conjoncture internationale et les inquiétudes quant à un redémarrage de l'épidémie en Chine via des « cas importés » dégradent la confiance et les anticipations. Cet effet s'ajoute à l'impact direct de la baisse de la demande externe. En outre, la population pourrait continuer à appliquer des mesures de précaution une fois les mesures sanitaires, limitant davantage la consommation. Des mesures ont déjà été annoncées pour soutenir la demande interne (consommation et investissement en infrastructures). Il n'est pas certain que la réactivation du canal du crédit soit le plus sûr vecteur d'une relance de la consommation et de l'investissement.

- **Augmentation du quota de dettes que les collectivités locales** peuvent émettre : de 558 Mds CNY pour les « d'obligations générales » et de 290 Mds CNY pour les *special purpose bonds*
- Des provinces ont commencé à distribuer des « **bons à la consommation** »
- 19 mesures ont été dévoilées le 13 mars par la NDRC pour soutenir la consommation (*19 measures to help promote higher quality and an expansion of capacity in the consumer sector and foster a robust domestic market, according to a document jointly released by the National Development and Reform Commission and 22 other departments*).